

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Marie MASSART

**Organisme Extérieur - Délégation de Service Public Stationnement Payant sur
Voirie - Transmission Universelle de Patrimoine de la SAS TaM Voirie vers la
SAEML TaM - Approbation**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement payant sur voirie, à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de sept ans, à compter du 1^{er} janvier 2018. Conformément à l'article 5 du contrat de DSP, la gestion et l'exploitation de cette délégation de service public ont fait l'objet de la création d'une société dédiée détenue à 100 % par la SAEML TaM : la SAS TaM Voirie, au capital de 300 000 €.

Dans le cadre des modifications importantes opérées, relatives à la stratégie ambitieuse de la mobilité sur le territoire, telles que d'une part la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, qui rentre dans sa deuxième phase en septembre 2021, et d'autre part la mise en œuvre des mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway, comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité opérer la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL).

Cette structuration juridique implique un actionnariat exclusivement public et la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle des collectivités sur les services de la SPL, analogue à celui qu'elles opèrent sur leurs propres services (« quasi-régie »). La participation d'une SPL dans une autre société, selon le principe de filialisation, est ainsi très restreinte, et entraîne un risque de requalification avec remise en cause de la relation de quasi-régie entre la SPL et les collectivités publiques actionnaires. Aussi, la Ville de Montpellier a vocation à rester actionnaire de la SAEML transformée en SPL, au regard de sa compétence stationnement sur voirie, et la SPL pourra se voir confier la gestion du contrat de stationnement payant sur voirie.

Dans ce contexte, la SAEML TaM envisage, en sa qualité d'associé unique, de dissoudre par confusion de patrimoine, sa filiale TaM Voirie. Par application des dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, une telle dissolution entraînera la transmission universelle du patrimoine de la société TaM Voirie à la société TaM, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Cette transmission universelle de patrimoine permettra de procéder au transfert du contrat de délégation de service public, et des emprunts de sa filiale vers la société mère. Aussi, conformément à l'article 5.3 du contrat de DSP avec la Ville de Montpellier, la société mère TaM s'était engagée en garantie auprès du délégant à demeurer solidaire des engagements de sa filiale.

Il convient de rappeler que cette opération est sans impact financier sur le contrat de DSP et qu'elle n'affecte pas, par ailleurs, les conditions de transparence en lien avec le contrôle du délégant sur le contrat de DSP. Ces conditions de contrôle se verront par ailleurs renforcées dans le cadre de la mise en œuvre de la transformation de la SAEML TaM en SPL.

Le troisième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil prévoit que la transmission universelle de patrimoine interviendra soit lorsque, à l'issue du délai d'opposition réservé aux créanciers, il sera acquis que les créanciers de la SAS TaM Voirie n'auront pas fait opposition, soit lorsqu'en cas d'oppositions, celles-ci auront été rejetées en première instance ou que le remboursement des créances aura été effectué ou que les garanties correspondantes auront été constituées. La transmission universelle de patrimoine de la SAS TaM Voirie à la SAEML TaM interviendra donc juridiquement à l'issue de ces délais.

L'article 60 du contrat de DSP prévoit que l'accord préalable du délégant est obligatoire en cas de cession de convention. Il convient donc d'établir un avenant n°4 actant la cession du contrat à l'issue des opérations de restructuration conformément à l'article R3135-6 2° du code de la commande publique.

L'article n°5 du contrat de DSP relatif au délégataire est modifié.

L'ensemble des autres articles du contrat de DSP reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la substitution, de la société TaM en lieu et place de la SAS TaM Voirie en qualité de délégataire au titre de la convention de délégation de service public relative au stationnement payant sur voirie, à l'issue de la réalisation effective de la transmission universelle de patrimoine ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif au stationnement payant sur voirie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°4 DSP

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165970-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.